

Approfondir nos liens avec les associations et les collectifs parisiens tout en initiant un dialogue approfondi avec eux et avec d'autres forces et mouvements politiques alternatifs constituent donc, à ce titre, des priorités pour ce prochain mandat. Essentiel pour consolider notre implantation parisienne, essentiel pour préciser l'alternative poli-

tique et de gestion que nous pouvons incarner pour Paris, essentiel enfin pour identifier dès à présent les points de convergence avec d'autres.

David Belliard, Co-Président du groupe des élu-es écologistes à Paris

#AGIR N°1

pour une écologie qui crée, qui agit, qui construit

Un rendez-vous pour #Agir Vendredi - 13h - Campus

A l'occasion des journées d'été des écologistes, nous vous invitons à un nouveau « rendez-vous pour #Agir ».



Venez discuter à bâton rompu autour de la société du partage et de ces nouveaux modes de vie collaboratifs, apparus en temps de crise économique et facilités par l'évolution du numérique.

En présence de Anne Sophie Novel, Docteur en économie, journaliste et blogueuse spécialisée dans l'écologie et les alternatives durables, l'innovation sociale et l'économie collaborative.

Le rendez-vous est donné vendredi de 13h à 14h30 dans un barnum sur le site universitaire de Pessac.

Publications Imaginons...

Pascal Canfin, ancien ministre délégué au Développement dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, est depuis le 1er juillet 2014 le conseiller principal climat du World Resources Institute, l'un des plus importants think tank au monde sur les questions environnementales.

Il publie cet été un nouveau livre, tourné vers la société et donnant la parole aux français-es. Intitulé « Imaginons », il présente six dialogues-vérités avec une ouvrière de l'automobile, un patron de PME, un responsable associatif en Seine Saint Denis...



ENTRETIEN

Bénédicte Manier : ces révolutions tranquilles qui changent le monde



« Manifeste convivialiste » publié quelques mois après votre livre, qu'est-ce qui fait cohérence entre elles ?

Bénédicte Manier est journaliste. Elle a publié en 2012 « Un million de révolutions tranquilles », une enquête très large et fouillée sur les multiples expériences nées et menées par des (groupes de) citoyen-ne-s, partout dans le monde et qui changent le monde. De telles initiatives sont-elles condamnées à la marginalité ? Ou sont-elles l'amorce d'un changement plus large ? Réponse – nuancée – de Bénédicte Manier.

Vous dressez, dans votre livre, un inventaire très fourni de ce « million de révolutions tranquilles » qui, selon vous, est en train d'émerger dans de nombreux pays. Qu'est-ce qui les caractérise, qu'ont-elles en commun ou, pour reprendre les mots du

On peut maintenant observer ces initiatives décentralisées partout dans le monde, et elles ont beau venir d'acteurs et de territoires très divers, elles ont globalement deux motivations communes. D'abord le besoin d'avancer, de résoudre un problème, voire une crise (pauvreté, désertification, malnutrition, pénurie d'eau...) qui ne trouve pas de réponse publique ou privée. Des citoyens décident alors de trouver une solution eux-mêmes, en reprenant en main leur environnement, leur agriculture, etc. L'autre motivation est d'être en désaccord avec le système existant, ce qui pousse à opérer un changement dans sa vie, pour vivre mieux, en accord avec ses valeurs. L'économie collaborative (consommation, informatique...), par exemple, ou l'habitat coopératif et écologique, découlent de cette démarche. Mais en réalité, les deux types de motivations se croisent souvent. L'autre point commun de

ces initiatives est de vouloir redonner du sens : elles ne sont pas dans la concurrence, mais dans la solidarité, la coopération, le partage. Enfin, ce sont souvent des solutions simples et créatives. Et même si elles naissent dans des contextes très différents – pays industrialisés, émergents et en développement – elles sont facilement reproductibles d'un endroit de la planète à l'autre.

Ces initiatives, ces mouvements, ces « révolutions tranquilles », vous paraissent-elles de nature à reconstituer des formes renouvelées de solidarité internationale ou, pour être plus précis, de solidarité Nord-Sud ?

Oui, justement parce qu'elles transférables, elles s'échangent de plus en plus, en créant des solidarités multidirectionnelles : Nord-Sud, mais aussi Sud-Sud et Nord-Nord. Dans le 2e tome des « révolutions tranquilles », je donnerai des illustrations de ces nouvelles solidarités transversales. Comme par exemple un réseau d'échanges de techniques agricoles bio entre paysans, créé par un groupe de citoyens d'Inde et qui en quelques années, s'est étendu à 75 pays. Ou un modèle d'agriculture urbaine solidaire, qui essaime du Royaume-Uni au Sénégal, du Québec au Brésil.

Edito

Rouvrir des perspectives. Explorer des possibles. Montrer que l'horizon n'est pas si sombre qu'il ne semble. Le premier objet de nos débats doit être là : alors que la société française paraît s'enliser dans une crise qui n'en finit pas de passer, les écologistes ne peuvent se satisfaire d'être les commentateurs des renoncements du pouvoir, ni de refaire à l'infini, le match d'une décision déjà prise.

Le dire est facile, le faire est plus complexe que jamais, mais il faut bien se résoudre : rien n'est plus urgent, pour les écologistes et plus largement pour les partis de la (défunte ?) majorité, que de renouer le dialogue avec la société. Meurtrie par le désespoir que nourrissent les politiques d'austérité et les langues mortes que parlent les appareils politiques, elle est aussi travaillée, animée, réveillée par des centaines d'initiatives locales, concrètes, qui peuvent la transformer durablement, en mieux.

L'intuition - le pari - d'Agir est là : le mouvement écologiste peut survivre à la période douloureuse qui s'annonce, à condition qu'il sache sortir de lui-même, et regarder autour de lui. Pour renouer de nouvelles alliances, reposant sur cette idée que la sortie de crise passe(ra) par l'écologie, pour se nourrir de pratiques sociales innovantes, pour construire les compromis par lesquels peut passer la transition écologique. Orienter le débat sur nous-mêmes, nos regrets ou nos erreurs, c'est prendre le risque de ne plus servir à rien. Ouvrir des perspectives, c'est ouvrir nos fenêtres. C'est ce à quoi nous voulons être utiles.

Idem pour les systèmes d'autofinancement, les innovations open source, le recyclage des déchets... Ces échanges de savoir-faire entre citoyens de pays à pays sont maintenant si nombreux qu'on ne peut même plus les compter. C'est une sorte de pollinisation croisée, de construction d'une intelligence collective.

Il y a, dans le mouvement écologiste, une question difficile qui se pose sur ces initiatives, certains considérant que tout cela est certes sympathique, mais au fond marginal et ne permet pas de dessiner une « alternative globale ». Vous pensez au contraire qu'il y a là la possibilité d'une « réappropriation du monde ».

Il me semble qu'il s'agit de deux choses différentes : en fait, « réappropriation du monde » ne veut pas dire « alternative globale ». La réalité est plus complexe. Ces initiatives sont bien sûr marginales, mais elles constituent quand même une réappropriation locale, par les citoyens, des enjeux qui les concernent, puisqu'ils trouvent des solutions que personne d'autre n'apporte et qu'ils gèrent eux-mêmes. Et ces millions de réappropriations décen-

tralisées se déploient maintenant partout dans le monde. Ces changements « par le bas » ne font cependant pas système, mais ce n'est sans doute pas le but. L'intention de ces millions de citoyens qui lancent des solutions, des initiatives constructives, n'est pas d'apporter une alternative globale : ils veulent d'abord résoudre leurs problèmes, et vivre selon leurs valeurs. Et pour cela, ils agissent dans la seule sphère possible, qui est le local, le transversal. Parce qu'ils n'ont aucun pouvoir à l'échelle globale. D'ailleurs, personne ne dispose aujourd'hui d'un pouvoir de transformation au niveau mondial, y compris les dirigeants.

Pour cette raison, l'idée d'une alternative globale est-elle vraiment réaliste ? Je ne sais pas. Ce que j'observe en revanche, c'est qu'à l'heure actuelle, un nombre incalculable d'habitants de la planète « lâche » le système dominant : ils s'en détachent pour passer à autre chose, dans de nombreux domaines (habitat, consommation, alimentation, argent, énergies...). Et c'est déjà quelque chose d'inédit. Mais en réalité, la question que vous posez est : « est-ce que ces initiatives peuvent constituer un projet politique ? ». Eh bien, sans doute pas, en tout cas au sens où l'entendent les partis. Parce

qu'aujourd'hui, les préoccupations, et les formes d'action, se situent ailleurs. Les citoyens agissent par eux-mêmes, sans corps constitués, individuellement ou dans des regroupements locaux, informels, de terrain, autour d'objectifs ponctuels. Ou au sein de réseaux qui ne les engagent pas de manière politique. Ce qui, finalement, pose une question très dérangeante : se savent-ils plus efficaces, concrètement, dans ces initiatives locales ? Et croient-ils encore que le politique peut « changer la vie » ? Vaste débat...

Entretien réalisé par Mickaël Marie.

RÉFÉRENCES

Bénédicte Manier
Un million de révolutions tranquilles. Travail/argent/habitat/santé/ environnement... Comment les citoyens changent le monde
Editions les Liens qui libèrent, 2012

Eclairage

Monnaies locales complémentaires



En février 2014, Cécile Duflot et Benoit Hamon - alors respectivement ministre du Logement et de l'Égalité des territoires et du Logement et ministre délégué chargé de l'économie sociale et solidaire (ESS) - confient à Jean-Philippe Magnen, vice-président EELV des Pays de Loire et élu local chargé d'étude exploratoire sur les monnaies locales

complémentaires. Assisté de Christophe Fourel, haut fonctionnaire et par ailleurs spécialiste reconnu du philosophe André Gorz, Jean-Philippe Magnen a entamé un large tour d'horizon des initiatives multiples que suscitent ces monnaies alternatives.

Depuis le début des années 1990 on a vu se multiplier les créations de monnaies locales complémentaires (MLC) en Europe, en Amérique Latine comme au Japon. Ces monnaies, parfois aussi appelées monnaies « sociales », « parallèles », « régionales » ou « solidaires », constituent des « dispositifs d'échange locaux de biens, de services et de savoirs, organisés autour d'une monnaie spécifique permettant à la fois d'évaluer et de régler des échanges ». L'intérêt – récent mais réel – qu'elles suscitent en France traduit sans doute la volonté des acteurs locaux, depuis la crise de 2008, de se saisir de d'outils permettant aux citoyens de se réapproprier l'économie, de favoriser le développement local durable (en intégrant notamment l'im-

pératif de la transition écologique) et d'intensifier le sentiment d'appartenance au local comme « espace vécu », dans le but de renforcer la cohésion sociale à l'échelle du territoire concerné.

Au-delà du diagnostic chiffré – une quarantaine de MLC (en fonctionnement ou en projet) à l'échelle nationale – la France s'inscrit désormais dans un mouvement international de grande ampleur (plus de 5 000 projets de Monnaies Locales Complémentaires sont référencés au niveau mondial) qui voit se multiplier les initiatives très diverses d'innovation monétaire et de systèmes d'échange à « base temps ».

Les monnaies locales complémentaires reconnues par la loi

Premier résultat concret de la mission : l'introduction dans la loi sur l'économie sociale et solidaire, votée en juillet dernier par l'Assemblée nationale, d'un article spécifique sur les monnaies locales complémentaires. Pour la première fois, les MLC sont reconnues comme moyen de paiement dans la législation d'un État européen. Au-delà de l'aspect symbolique, cette reconnaissance doit ouvrir de nouvelles perspectives de développement de dispositifs aujourd'hui restreints, pour l'essentiel, à des réseaux militants. Par exemple, la loi doit permettre aux collectivités d'accepter des paiements pour des prestations sociales ou services publics locaux (cantine, piscine, CCAS...) en MLC.

La suite ? La mission initialement prévue jusqu'à fin juin est prolongée jusqu'en octobre. Cela doit nous permettre d'approfondir certains éléments du diagnostic pour pro-

poser des préconisations au-delà de l'article de loi et son application, comme la clarification des questions juridiques et fiscales (TVA) en cas de généralisation de ces initiatives sur les territoires. Nous étudierons également des expériences européennes plus avancées comme la monnaie locale citoyenne lancée par la Ville de Bristol (Bristol Pound) ou la plate-forme d'échange inter-entreprises, SARDEX, initiée en Sardaigne.

Reprendre le pouvoir sur la circulation monétaire
Chaque jour dans le monde, plus de 4000 milliards de dollars s'échangent sur les marchés, dont 98% pour le seul marché spéculatif. La masse monétaire mise au service de l'économie réelle est donc de 2% ! Au-delà d'un redéploiement nécessaire des ressources financières et fiscales vers la transition écologique via les taxes sur les transactions financières ou écotaxes, la refonte du système monétaire mérite également d'être au cœur de la transformation écologique et sociale de la société que nous souhaitons pour l'Europe. Il est grand temps que les citoyens se réapproprient les outils monétaires pour financer les activités qu'ils jugent écologiquement et socialement pertinentes. Lorsque la monnaie dominante favorise les attaques contre l'environnement et contre l'humain, les monnaies alternatives portent en elles le creuset des comportements écologiques de demain. C'est aussi, profondément, ce qui nous anime dans la conduite de cette mission.

Jean-Philippe Magnen

PARIS

Pour une autonomie élargie



Avec 8,6 % aux dernières élections municipales à Paris, les écologistes entérinent leur implantation dans la capitale, résultats d'ailleurs confirmés par ceux des européennes, qui ont vu EELV faire des pointes à plus de 18 % dans certains arrondissements de l'Est Parisien. Nous récoltons les fruits d'une double stratégie, suivie depuis

maintenant plus de 13 ans. Celle d'abord d'une implication au sein de l'exécutif municipal depuis 2001, qui a permis d'inscrire l'écologie politique comme un acteur institutionnel essentiel de la vie parisienne. Celle ensuite de notre autonomie, puisque nous avons à chaque élection proposée nos listes sous nos couleurs.

Cette stratégie, qui a parfois été douloureuse, comme en 2008 avec un résultat décevant, nous a toutefois permis d'exploiter et de construire un espace politique aujourd'hui attendu par nombres de parisiennes et de parisiens, qui re-

connaissent aux écologistes un discours propre et une valeur ajoutée dans l'action municipale au sein d'une majorité de gauche.

Toutefois, le score de 2014, s'il est correct, n'est pas complètement à la hauteur de ce qu'on aurait pu attendre au regard du contexte (nouvelle candidate tête de liste pour le PS, faiblesse générale du parti socialiste, peu de dynamique de l'alliance PC / PS et faible écho du parti de gauche pendant la campagne). Deux explications peuvent venir éclairer ce score en demi teinte, qui a manqué pour construire ce qu'on pourrait qualifier « d'autonomie élargie ». La première tient dans la faiblesse de l'ouverture de nos listes à la société civile, et notamment aux représentants de minorités visibles. Si elle existait, elle est restée marginale et peu visible. La seconde, c'est que notre autonomie s'est aussi muée en solitude. Nous étions seuls dans cette campagne, sans avoir cherché de convergences avec d'autres mouvements et forces politiques, comme cela a pu être fait à Grenoble, dans une stratégie à long terme. Nous aurions pu, le cas échéant, bénéficier de notre bonne image auprès des parisiennes et des parisiens, de gestionnaire notamment, tout en apparaissant comme une réelle force alternative au parti socialiste.